

**Conseil économique et social**

Distr. limitée
24 mars 2011
Français
Original: espagnol

Commission des stupéfiants**Cinquante-quatrième session**

Vienne, 21-25 mars 2011

Point 6 de l'ordre du jour

**Application de la Déclaration politique et du Plan d'action
sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée
et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue****Colombie, Guatemala et Pérou: projet de résolution révisé****Revitalisation du principe de responsabilité commune et partagée
dans la lutte contre le problème mondial de la drogue**

La Commission des stupéfiants,

Rappelant la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 telle que modifiée par le Protocole de 1972¹, la Convention de 1971 sur les substances psychotropes², la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988³ et la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée⁴,

Tenant compte de la résolution S-20/2 adoptée par l'Assemblée générale le 10 juin 1998 à sa vingtième session extraordinaire, ainsi que de la Déclaration politique et du Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue⁵,

Rappelant que, dans la Déclaration politique et le Plan d'action, les États Membres ont souligné qu'il fallait renforcer et intensifier les efforts conjoints menés aux niveaux national, régional et international pour traiter le problème mondial de la drogue⁶ d'une manière plus globale, selon le principe de la responsabilité commune

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 520, n° 7515.

² Ibid., vol. 1019, n° 14956.

³ Ibid., vol. 1582, n° 27627.

⁴ Ibid., vol. 2225, n° 39574.

⁵ A/64/92-E/2009/98, sect. II.A.

⁶ Culture illicite, production, fabrication, vente, demande, trafic et distribution de stupéfiants et de substances psychotropes, y compris les stimulants de type amphétamine, détournement des précurseurs et activités criminelles connexes.



et partagée, notamment grâce à une assistance technique et financière plus importante et mieux coordonnée,

Rappelant également sa résolution 53/8 sur le renforcement de la coopération internationale pour lutter contre le problème mondial de la drogue, l'accent étant mis sur le trafic illicite de drogues et les infractions connexes, dans laquelle elle réaffirmait que le problème mondial de la drogue demeurerait une responsabilité commune et partagée,

Tenant compte du fait que le principe de responsabilité commune et partagée est l'un des piliers sur lesquels s'appuie le système international de contrôle des drogues et que la seule manière de faire des progrès dans la lutte contre le problème mondial de la drogue est de renforcer l'action commune et concertée des gouvernements,

Consciente du fait que les stratégies de réduction de l'offre, de réduction de la demande et de lutte contre le trafic de drogues illicites sont des éléments fondamentaux et interdépendants d'une approche globale de lutte contre le problème mondial de la drogue sous tous ses aspects,

Réaffirmant les engagements pris par les États Membres pour promouvoir la coopération régionale, interrégionale et internationale dans la lutte contre le problème mondial de la drogue sous tous ses aspects,

Reconnaissant qu'en raison de la nature globale de la lutte contre le problème mondial de la drogue les efforts menés au niveau national doivent être soutenus par des ressources techniques et financières provenant de la communauté internationale,

Sachant que le problème mondial de la drogue a un effet préjudiciable sur les économies, l'état de droit, la stabilité politique et les institutions démocratiques, et qu'il constitue également une menace à la sécurité des États touchés,

Reconnaissant que la coopération internationale a permis de réduire l'offre, le trafic et la demande de drogues illicites au niveau national,

Reconnaissant également qu'un affaiblissement de la coopération internationale pour lutter contre le problème mondial de la drogue pourrait avoir une incidence négative sur la durabilité des résultats atteints au niveau national en matière de réduction de l'offre, du trafic et de la demande de drogues illicites,

Prenant note avec satisfaction des efforts faits par les pays qui, pendant des décennies, ont lutté contre le problème mondial de la drogue et ont acquis des connaissances, des expériences et des capacités institutionnelles susceptibles d'être partagées avec d'autres pays,

1. *Réaffirme* son engagement inébranlable à faire en sorte que tous les aspects de la réduction de la demande, de la réduction de l'offre et de la coopération internationale soient traités en totale conformité avec le droit international, en particulier la Charte des Nations Unies et les trois conventions internationales relatives au contrôle des drogues;

2. *Engage* la communauté internationale à coopérer efficacement et à prendre des mesures concrètes pour lutter contre le problème mondial de la drogue selon le principe de responsabilité commune et partagée;

3. *Confirme* que le problème mondial de la drogue exige une approche intégrée, multidisciplinaire et équilibrée dans laquelle se renforcent mutuellement les stratégies de réduction de l'offre et de la demande de drogues;

4. *Réaffirme* que les États Membres devraient renforcer leurs mécanismes de coopération et de coordination pour obtenir des résultats plus efficaces dans la lutte contre le problème mondial de la drogue;

5. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de continuer à faciliter entre les États Membres l'échange d'expériences et de bonnes pratiques en ce qui concerne les stratégies visant à réduire l'offre, le trafic et la demande de drogues illicites, ainsi que la coopération internationale nécessaire pour promouvoir des projets d'assistance technique visant à lutter efficacement contre le problème mondial de la drogue;

6. *Encourage* les États Membres et les organisations internationales et régionales compétentes, et invite les institutions financières, à accroître leur assistance aux États pour lutter contre le problème mondial de la drogue;

7. *Invite* les États Membres à continuer de fournir à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, de préférence dans le cadre des questionnaires destinés aux rapports annuels, des informations sur leurs activités de coopération dans la lutte contre le problème mondial de la drogue, afin de définir les domaines prioritaires dans lesquels cette coopération peut être renforcée;

8. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de lui faire rapport, à sa cinquante-sixième session, sur l'application de la présente résolution.
